

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
59-60 – 15 décembre 2022



| Et si c'était
à refaire... |

Les nuages qui couvaient à l'automne 2017 n'étaient pas des plus favorables pour entreprendre de longues promenades. C'est pourtant au cours de ces mois pluvieux, au gré d'échanges et de discussions animées, de réticences et de rêveries, que mûrit finalement l'idée d'un bulletin anarchiste régulier sur papier. Plus qu'une revue ou un journal d'agitation, nous voulions plutôt donner vie à ce que l'on nommait entre nous, non sans un certain orgueil, *une feuille de combat*. C'était le moment de lancer quelque chose de nouveau face aux marasmes qui étaient en train de gagner les enthousiasmes précédents. Les révoltes et soulèvements au Maghreb et au Moyen-Orient venaient d'être noyés dans le sang, ou s'étaient mués en guerres civiles aux contours toujours plus contradictoires. Les luttes spécifiques contre les structures de l'enfermement ou le nucléaire – qui avaient été un terrain de multiples expérimentations d'organisations informelles,

de projectualités et d'agitation – commençaient à s'épuiser. L'énième mouvement social supposé mettre le feu aux poudres se faisait évidemment attendre. Et au sein de cette vaste lutte de territoire qu'était la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les logiques politiciennes et gestionnaires, après des années de connivences et de conflits, finissaient de prendre le dessus sur les dernières franges offensives. Nous avons alors lancé le premier numéro de ce bulletin avec le défi de *recommencer*. Pas pour chanter éternellement le même refrain ou répéter les erreurs du passé, pas pour cantonner notre regard au jardin bien délimité de la *doxa* anarchiste du moment, mais pour explorer les pistes de nouvelles projectualités dans un monde en pleine mutation, en nous appuyant sur les expériences récentes de l'agir anarchiste autonome dans ses nombreuses facettes, en tentant d'élaborer une réflexion plus approfondie.

OCTOBRE 2022

16/10, Toulouse (France).
En Haute-Garonne, *Des briquets solidaires* crament une caméra en face du commissariat de La Vache, en solidarité avec la révolte en Iran. « *Bassidjis ou police nationale, que crèvent les milices patriarcales !* », conclut le communiqué.

17/10, Meuse (France).
Des saboteuses revendiquent le sabotage de rails de la voie ferrée entre Nançois et Gondrecourt à l'aide de crics. Cette voie est celle qui doit être réhabilitée pour amener le matériel de CIGEO, le projet d'enfouissement des déchets radioactifs dans le coin de Bure.

17/10, Munich (Allemagne)
Vers 3h du matin, les vitres du parti des *Verts* sont brisées vers 3h30 dans le quartier de Schwabing-West.

18/10, Cannet (France).
Dans les Alpes-maritimes, la vitre de la permanence du *Parti communiste* est défoncée au milieu de la nuit.

18/10, Marseille (France).
Huit caméras urbaines sont incendiées lors d'une action coordonnée. « *Démantelons, sabotons, incendions les infrastructures de la vidéosurveillance* », dit notamment le communiqué.

19/10, Lützerath (Allemagne)
Trois pompes de la mine de lignite à ciel ouvert de *Garzweiler 2* sont incendiées. « *Selon la devise «des actes plutôt que des mots», nous devons prendre en main la protection de l'environnement et du climat.*

C'est avec ces exigences en tête que nous avons défendu la possibilité de l'action minoritaire anarchiste, les attaques diffuses, l'organisation informelle, les groupes affinitaires ou l'autonomie, aussi bien en des temps plus calmes, que plus troublés (celui du Grand Confinement) ou de révolte sociale (celle des Gilets Jaunes). Au fil des recherches et des approfondissements sur les évolutions de la domination, notre regard s'est également de plus en plus focalisé sur les avancées technologiques en train de modifier radicalement les rapports sociaux tout en renforçant l'infrastructure d'une terrible prison à ciel ouvert, ou sur les dévastations irréversibles provoquées par l'industrialisme. Ces analyses, mais surtout la réalité de la conflictualité, n'ont pas tardé à nous faire entrevoir une voie possible pour réarmer la subversion et proposer une méthode d'action praticable et adaptée au monde qui nous fait face : le sabotage de ses infrastructures logistiques, énergétiques et technologiques.

Cette recherche quelque peu obstinée nous a sans doute conduit, au fil des réflexions lancées mois après mois pendant ces cinq dernières années, à délaissier certains aspects ou à sous-estimer d'autres évolutions notables de la domination. C'est un constat, plutôt qu'un regret, parce que nous avons toujours voulu considérer ce bulletin, y compris quand il n'y avait presque plus aucune publication anarchiste à parution régulière qui ne se cantonne pas à la sphère numérique, comme *une contribution parmi d'autres* dans le magma de la théorie et de l'action. Quelques choix supplémentaires, plus liés à la façon de le rédiger et de le diffuser, notamment son strict anonymat, ont aussi été pensés dès le départ pour que le bulletin puisse être conçu parmi d'autres instruments.

Par ailleurs, inutile de faire l'autruche, nous avons aussi volontairement cherché à rompre avec certaines habitudes, coutumes et réflexes conditionnés du mouvement anarchiste, ou encore à prendre en ligne de mire ce qui relève, à notre avis, de différents recyclages de cadavres en son sein. Sur le premier point, ce bulletin a par exemple dédié peu d'espace à la lutte « anti-répression », non pas que le sort réservé à ces compagnones et compagnons nous laisserait froids ou indifférents, mais parce que briser l'encercllement répressif passe selon nous plus par *une projectualité qui attaque et choisit lucidement son propre terrain d'action*, qu'en tentant – avouons-le, souvent en vain – de rendre les coups en restant exactement là où l'État veut que nous soyons.

Quant au second point, chacun aura pu constater qu'on ne s'est pas joints à cette résurgence de concepts obsolètes tels que « la classe », « le patronat » ou « le prolétariat » qui prolifèrent ces derniers temps au sein du mouvement anarchiste international, ni aux fantasmes à propos des fameuses « masses populaires opprimées » et son traditionnel cortège victimiste, pas plus qu'à la surenchère actuelle à propos des dites « politiques d'identité ». Nous avons plutôt essayé de mettre en avant des questions qu'une partie du mouvement semble parfois préférer ignorer pour rester au plus près des terrains plus « classiques » (le racisme, la gentrification, le mouvement social, l'exclusion) : Quelle projectualité développer à l'ère du brutal changement climatique, de la transition énergétique, de la restructuration du capitalisme industriel ? Quels moyens se donner pour continuer à attaquer face à la mise-en-cage numérique du monde et à la surveillance qui en découle ? Quels angles et terrains d'attaque favoriser aujourd'hui ? Quelles formes d'organisation informelle nous paraissent-elles souhaitables et nécessaires ? Comment se préparer pour continuer à agir en des temps plus instables, de guerre, de catastrophes ou d'« effondrements » partiels ? Certes, ce n'est pas ce petit bulletin qui a mis tous ces questionnements sur la table, mais on espère tout de même y avoir contribué à notre mesure, quitte à parfois avoir été maladroit ou limité dans notre propos. Et plutôt que de voir ces questionnements comme quelque chose d'abouti, nous pensons même qu'il est crucial qu'ils soient repris et développés au sein de la mouvance internationale, non pas pour arriver forcément aux mêmes conclusions, mais au moins pour faire l'effort de ne pas sombrer dans la sclérose, aussi combattante se targue-t-elle d'être. C'est du reste également là que nous avons l'impression d'avoir touché une limite de ce qu'on peut faire avec un tel bulletin, puisque certains approfondissements et discussions ne peuvent que se poursuivre ailleurs que dans ce type d'instrument.

Avec un peu de recul sur la presque soixantaine de numéros d'*Avis de tempêtes* déjà publiés, on peut voir à sa relecture comment certaines réflexions se sont affûtées, comment d'autres ont été laissées de côté en cours de route, et comment d'autres encore se sont renforcées par la confrontation critique avec la réalité de l'affrontement. Cette confrontation critique s'est aussi développée en essayant de regarder au-delà des frontières, pour s'intéresser aux dynamiques de lutte et aux révoltes qui se déroulaient un peu plus loin de nous, de la guerre civile en Syrie à la révolte sociale au Chili, de la lutte des Mapuche aux durs combats des anar-

C'est pourquoi il est nécessaire de saboter les infrastructures fossiles et de les rendre inoffensives. Nous appelons à faire de même et à agir activement contre l'État et le capital. » dit notamment la revendication, qui détaille aussi un mode opératoire pour s'en prendre aux stations de pompage.

19/10, Marseille (France). Vers 3h du matin, un important sabotage de câbles de fibre optique perturbe l'internet local et international. Les câbles de *SFR* et *Free* sur l'axe Amsterdam-Paris-Lyon-Marseille, l'axe en provenance de Barcelone et celui à destination de Milan ont été sectionnés, touchant aussi le convoiage d'internet via les câbles sous-marins qui partent du port de Marseille pour desservir l'Asie.

26/10, Changé (France). En Mayenne, les haubans qui assurent la stabilité de l'antenne *TDF* de téléphonie mobile sont sectionnés dans la nuit. L'antenne s'effondre au sol en défonçant au passage le local technique, privant près de 150 000 habitants des quatre opérateurs de communication.

28/10, Toscane (Italie) Un fourreau de câbles électriques et de fibre optiques est incendié le long de l'auto-route Florence-Pise, en solidarité avec Alfredo Cospito en grève de la faim. « *Aucune punition ne peut décourager ceux qui vivent pleinement leur vie, ceux qui ne connaissent ni calculs ni compromis* » conclut le communiqué.

30/10, Poissy (France) Dans les Yvelines vers 6h30

du matin, une chambre télécom d'Orange située sous un trottoir est volontairement incendiée après avoir été aspergée d'essence. Internet est coupé dans la ville et aux alentours pendant plusieurs jours.

30/10, Saint-Michel (France)
En Charente, la voiture de l'adjointe au maire chargée de la communication et des affaires sociales garée devant son domicile part en fumée au petit matin.

31/10, Berlin (Allemagne)
Un véhicule de l'entreprise d'ingénierie GA-Tec, propriété de Sodexo, grand profiteur de l'univers carcéral, est incendiée. La cellule autonome Anna Maria Mantini revendique l'attaque en solidarité avec Alfredo Cospito, en grève de la faim en Italie contre le régime spécial 41bis et la perpétuité incompressible : « Solidarité également avec Juan Sorroche et Ivan, qui ont immédiatement rejoint le combat d'Alfredo et se trouvent aussi en grève de la faim. Liberté à eux, ainsi que pour Giannis Michailidis, Claudio Lavazza et Toby Shone. Victoire pour la lutte des Mapuche ! Mort à l'État et longue vie à l'anarchie ! »

31/10, Houdelaincourt (France).
En Meuse, Les petites krapul-e-s incendient la station atmosphérique dernier cri de l'ANDRA, en n'oubliant pas de saboter son alimentation de secours. « Une pensée particulière aux compas incarcéré-es et en grève de la faim. A bas le nucléaire et crève la taule » conclut le communiqué.

NOVEMBRE 2022

1/11, Leipzig (Allemagne)
Des utilitaires des entreprises SPIE et Miele sont incendiés.
« Nos coeurs brûlent pour tout-e-s les rebelles qui poursuivent leur

chistes dans les pays de l'Est et en Russie. Cette tension internationaliste correspond d'ailleurs à la même volonté d'approfondissement qui nous a parfois amenés à plonger dans le passé : de la guérilla libertaire contre le franquisme jusqu'aux réfractaires à la guerre entre États ; des petits groupes d'intransigeants offrant à la vie « *l'exquise élévation de la rébellion du bras et de l'esprit* » en Amérique du Sud jusqu'à la lutte clandestine des anarchistes russes contre les anciens et les nouveaux pouvoirs. Plus que des illustrations de ce qui fût, ces retours sur des expériences peu consensuelles sont en réalité des suggestions sur ce qui peut être. Non pas en les reproduisant à l'identique, non pas en les mutilant sous forme d'iconographie à étaler pour célébrer sa propre inaction, mais comme des expériences vivantes renouant des fils là où ils avaient été rompus par les avancées de la domination.

Au-delà des nombreux articles rédigés pour le bulletin, des traductions de textes venus d'ailleurs, des notes de lectures, des retours historiques ou des perles tirées du coffre, *Avis de tempêtes* s'est également évertué dans chaque numéro de donner un aperçu des attaques, actions et sabotages qui se produisaient à travers l'Hexagone, mais aussi dans un certain nombre de pays européens. Cette chronologie ne visait certainement pas à l'exhaustivité, et ce d'autant moins que l'État a souvent intérêt à recouvrir d'un voile de silence les actes anonymes. Dans le mouvement anarchiste contemporain, les opinions sont partagées quant à une telle démarche, notamment à propos des actions qui ne sont pas suivies de post-scriptum revendicatif. Sans vouloir entrer ici plus avant dans ce débat, disons simplement que le bulletin a repris dans sa chronologie toutes les attaques qui nous inspiraient pour leur méthode et pour leur cible, qu'elles soient revendiquées ou pas – en assumant en effet ne pas connaître les intentions de leurs auteurs, et en ne réclamant pas qu'ils les livrent à la lumière du jour afin que leurs actes y soient mentionnés. De nombreuses raisons peuvent ainsi suggérer à ce qu'ils ne s'expliquent pas davantage, allant par exemple d'une tactique défensive contre la répression, jusqu'à la considération qu'une éventuelle explication devienne floue alors que la cible et la méthode sont claires. De même, de nombreuses autres raisons existent pour pousser à revendiquer une attaque, allant par exemple de la volonté d'essayer de donner une portée plus ample à l'action accomplie, jusqu'à la tentative de communiquer avec d'autres à travers elle. Mais

selon nous, il n'existe véritablement aucune raison pour écartier *d'emblée* toute action non-revendiquée, ou pour exiger des saboteurs nocturnes qu'ils fournissent *par principe* un certificat en bonne et due forme ; tout comme il n'y a aucune raison de ne pas réfléchir à cette question, et ce *constamment* en lien avec nos propres perspectives et projectualités.

Pour conclure, si cela est toujours resté un plaisir de rédiger et élaborer chaque numéro de ce bulletin, il nous faut également dire à présent qu'au bout de cinq années, l'envie d'y mettre un terme est arrivée. Une certaine fatigue à vouloir assurer cette régularité, l'absence parfois pénible de retours ou de débats entrecroisés, le constat d'une redondance dans nos manières d'aborder les vastes questions de l'action, certainement aussi les limites de l'instrument lui-même, sont autant d'éléments qui ont compté dans notre décision de conclure cette expérience d'*Avis de Tempêtes*. Une telle décision pourrait peut-être sembler paradoxale, en sachant que l'intérêt et le besoin que nous ressentons pour de tels espaces de réflexion et d'approfondissements restent toujours vifs, mais l'instrument que nous avons forgé au fil des années ne se prête pas à un nouveau départ ni à un nouveau format. Il nous a donc paru plus pertinent de le faire disparaître, afin que d'autres projets puissent voir le jour.

Il nous reste à remercier celles et ceux qui ont contribué à l'existence de ce bulletin, qui l'ont alimenté, diffusé et discuté, qui l'ont critiqué sans faire comme s'il n'existait pas, qui en ont traduit des articles ou des numéros entiers dans d'autres langues, qui ont réussi à trouver des chemins pour nous faire parvenir retours et suggestions, au cours d'une aventure qui est devenue bien plus que la nôtre depuis ce lointain automne tempétueux.



lutte dans les cachots de l'État. Ils brûlent pour Alfredo et Juan, en grève de la faim en Italie. Ils brûlent pour Giannis Michailidis qui, de mai à juillet de cette année, a fait une grève de la faim qu'il a malheureusement dû interrompre sans succès. »

1/11, Athènes (Grèce)

Trois camions-frigos de l'entreprise *Davoutis*, garés devant leur abattoir, sont incendiés. « *Par cette action, nous voulons contribuer à l'élargissement de la lutte pour la liberté et à l'enrichissement de ses perspectives et pratiques. Nous voulons la replacer au sein de la résistance contre le pillage de la nature, et le ciblage et le sabotage de structures qui s'enrichissent avec la torture et l'extermination de masse des animaux non-humains. »*

3/11, Gruliasco (Italie)

Une antenne de téléphonie mobile 5G est incendiée près de Turin. « *Alfredo Cospito hors du 4 1bis. 4 1bis = torture ! pour l'anarchie* » dit le communiqué.

4/11, Leipzig (Allemagne)

Deux pelleeteuses de l'entreprise de BTP *Hentschke* sont incendiées sur un chantier ferroviaire. Cette boîte est régulièrement prise pour cible pour sa participation à la construction de la nouvelle prison de Zwickau.

5/11, Trambileno (Italie)

Dans le Trentin, une antenne de téléphonie mobile des opérateurs *Tim* et *Vodafone* part en fumée dans la nuit vers 4h30. Les tags « *Liberté pour tous* » et « *Aux côtés d'Alfredo en grève de la faim. Non au 4 1bis* » sont retrouvés sur la structure.

6/11, Saoû (France)

Dans la Drôme, l'antenne de téléphonie mobile de *TDF* est incendiée dans la nuit, privant de connexion les centaines de clients de *Orange*, *Free* et *SFR* pendant plus de quinze jours.

6/11, Rome (Italie)

Plusieurs lignes de trains à grande vitesse, mais pas que, sont sabotées en différents endroits de la ville, ralentissant fortement leur circulation, tandis que des tags contre le régime 41bis sont laissés sur place. « *Alfredo hors du 41bis / fermer le 41bis / Avec Juan, Anna, Ivan et tous les prisonniers anarchistes / vive l'action directe / vive l'anarchie* » conclut le communiqué.

7/11, Moselle (France)

Au cours de la même soirée, entre 19h et 20h, les trois antennes de téléphonie mobile des villages de Veckring, Buding et Monneren sont chacune coupées à l'aide d'un pneu enflammé qui a détruit leurs armoires électriques et techniques. Il faudra plusieurs semaines pour reconnecter l'ensemble des quatre opérateurs.

8/11, Roches-Prémarie (France)

Dans la Vienne, moins d'une semaine après la signature du projet de construction de 30 bassines dans le département, l'une d'elles est sabotée dans la nuit : 170 mètres de linéaire de la bâche qui permet de garantir l'étanchéité de la bassine sont lacérés.

8/11, Leipzig (Allemagne)

Dix camionnettes du géant immobilier *Vonovia* partent en fumée dans le quartier de Selberhausen-Stüntz au milieu de la nuit.

9/11, Les Déserts (France).

En Savoie, le cabanon abritant les installations électriques du télésiège des Ebats, dans la station de ski du Grand Revard, est volontairement incendié vers 4h du matin. Il ne pourra pas rouvrir avant février 2023,



| Revues, livres & journaux |

Albanie 1997, une insurrection oubliée ?,

ed. de l'Asymétrie (Toulouse), novembre 2022, 194 p.

Début 1920, deux années après les différents armistices qui marquent la fin de la Première guerre mondiale, la majeure partie du territoire albanais est toujours partiellement occupée par l'armée italienne, qui entend en faire un protectorat colonial. Sauf que la nuit du 26 juin va changer la donne, avec la mutinerie d'un régiment entier de *Bersaglieri*, qui s'emparent de leur caserne à Ancône, en refusant d'embarquer vers Vlora pour aller y mater la rébellion albanaise. Appuyés par des anarchistes et des socialistes dans une ville en grève générale et vite couverte de barricades, les mutins et les subversifs d'Ancône affronteront ensemble policiers, carabiniers et militaires venus en renfort de Rome, avant d'être écrasés trois jours plus tard sous les bombardements de cinq destroyers. Mais Ancône n'est pas seule, et le soulèvement gagne vite des dizaines de villes de la côte adriatique dans toute la région des Marches, mais aussi de Romagne et d'Ombrie, en solidarité avec le refus obstiné de ce régiment de partir pour l'Albanie, et afin d'obtenir le rapatriement de tous les soldats déjà partis.

Des grèves générales illimitées sont aussi déclenchées à Milan, Crémone ou Rome, malgré l'opposition du parti socialiste (dont sera issu six mois tard le *Parti communiste d'Italie*) et de son syndicat, hostiles aux mouvements spontanés sur lesquels ils n'ont pas prise. Des lignes ferroviaires sont bloquées ou sabotées pour empêcher l'arrivée de renforts militaires dans la région, tandis qu'à Ancône même, le train de soldats de la garde royale est bloqué en périphérie de la ville par les insurgés, qui parviennent à en liquider une partie en tirant à travers les fenêtres des wagons. A Pesaro, la tentative d'assaut de la caserne pour rallier les conscrits au soulèvement se solde par l'incendie de l'habitation du commandant et l'occupation de la poudrière.

Le 2 août 1920, ne pouvant s'occuper de deux fronts à la fois (intérieur et extérieur), le gouvernement italien décide finalement de retirer ses 20 000 soldats d'Albanie. Le mutin qui sera condamné à la plus lourde peine est Monaldo Casagrande, un maçon anarchiste alors conscrit, accusé d'avoir dirigé la révolte à l'intérieur de la caserne d'Ancône, et qui prendra sept ans de prison après avoir été arrêté à Gênes où il s'était réfugié. L'autre compagnon dont les autorités voulaient la tête mais dont elles n'ont pas réussi à démontrer le rôle lors du procès, est Antonio Cieri, un cheminot anarchiste qui s'est occupé de la coordination entre les mutins et les blocages ferroviaires dans la ville. Après avoir été simplement muté à Parme, c'est là qu'il assurera avec succès la défense en armes des quartiers ouvriers en août 1922 avec les *Arditi del Popolo*, contre les escadrons fascistes, avant de s'exiler en banlieue parisienne. Après avoir rejoint la colonne anarchiste *Ascaso* en Espagne dès 1936, il y mourra l'année suivante lors de la prise de Huesca.

Enfin, en ce qui concerne l'Albanie, précisons qu'en avril 1939, soit cinq mois avant le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, Mussolini y enverra un corps expéditionnaire de 100 000 hommes, s'emparant en une semaine du pays, qui deviendra à nouveau un protectorat italien jusqu'à la chute du fascisme noir en 1943, avant d'être dirigé d'une main fer par le fascisme rouge d'Enver Hoxha de 1944 à... 1985.

Lorsqu'on est tombé un peu par hasard sur *Albanie 1997, Lune insurrection oubliée ?*, on ne s'attendait pas à y trouver la moindre évocation du soulèvement de 1920 contre l'envoi de troupes italiennes en Albanie. Non pas qu'un fil ténu n'aurait pas été possible, puisque l'insurrection albanaise de mars-avril 1997 s'est elle-même soldée par l'envoi de 6000 soldats d'une force multinationale sous commandement italien, qui ont débarqué dans ce même port de Vlora pour y mettre fin. Mais après avoir publié des ouvrages tels que *La théorie générale du droit et le marxisme* (2018) ou *Le dernier Marx* (2019), on n'a pas été surpris que les compilateurs aient préféré recycler en introduction et de façon bien plus anachronique, une thèse de *l'Internationale Situationniste* à propos de... la Commune de Paris. Mais passons, puisque les éditeurs d'*Albanie 1997* qui avaient tout de même exhumé l'excellente revue du surréalisme arabe *Le Désir Libertaire*, ont aussi tenu à rendre hommage dans leur nouvelle publication « à un certain "syncrétisme toto" dont sont "issues" les éditions de l'Asymétrie », en décidant de publier plusieurs textes anarchistes contemporains sur cette insurrection albanaise.

causant des pertes considérables pour la station.

10/11, Toulouse (France)

En Haute-Garonne, une nouvelle borne de recharge pour voitures électriques est incendiée boulevard de Suisse. « *Nous ne voyons pas de transition mais une accumulation des ressources d'énergies dont l'exploitation conditionne la survie de ce système de merde* », dit notamment le communiqué.

11/11, Saint-Thibaud-de-Couz (France).

L'antenne-relais 5G qui servait aux quatre opérateurs de téléphonie mobile part en fumée vers 5h du matin, après que le cadenas de la grille ait été coupé, puis du bois accumulé au pied du pylône. Les villages du coin retournent en zone blanche complète pendant au moins un mois.

11/11, Trente (Italie)

L'agence bancaire *Deutsche Bank* a ses vitres brisées en centre-ville, avec les tags « *avec Alfredo en grève de la faim* » et « *va-t-en guerre* ». « *Aux côtés de Juan, Alfredo, Anna et Ivan. Courage !* » dit le communiqué.

12/11, Inzizac-Lochrist (France)

Dans le Morbihan, les câbles du stade hébergeant à son sommet une antenne *Orange* sont incendiés en début de soirée. Les réseaux de téléphonie et internet sont perturbés pendant plusieurs semaines.

12/11, Milan (Italie)

Les vitres et les distributeurs de billets de *Unicredit*, *Benetton*, et *Banca Popolare di Milano* sont brisées dans la nuit. « *Un salut complice au peuple mapuche en lutte / Contre le 4 1bis, la perpétuité incompressible et toute prison / Pour l'anarchie* » conclut le communiqué.

13/11, Chalon-sur-Saône (France)

En Saône-et-Loire, deux véhicules de la *Protection Judiciaire de la Jeunesse* (PJJ) partent en fumée peu avant minuit, ainsi que l'ensemble de ses locaux. Un jeune homme suivi par ces services judiciaires est incarcéré quatre jours plus tard.

13/11, Taggia (Italie)

En Ligurie vers 3h du matin, huit camions et l'entrepôt de l'entreprise *Marr*, un fournisseur de nourriture pour les taules et centres de rétention, partent en fumée. « *Marr=profits sur le dos des personnes incarcérées / 4 1bis=prison=torture/Donnons de la force à Alfredo, Anna, Ivan, Juan et Toby ! / Pour l'anarchie !* » conclut la revendication publiée deux semaines plus tard.

15/11, Perpignan (France)

Dans les Pyrénées-Orientales, une émeute éclate dans le centre de rétention (CRA) vers 19h, où matelas et mobiliers sont incendiés dans trois des quatre bâtiments. Les feux ne seront maîtrisés que vers 2h du matin par les pompiers.

15/11, Athènes (Grèce)

Attaque incendiaire dans le quartier de Gyzi contre un camion de l'entreprise *DB Schenker*, qui fournit notamment des services logistiques à l'armée allemande, et participe à un projet de développement des chemins de fer au Mexique, notamment au Chiapas, au détriment des communautés indigènes. Revendiqué par *Des anarchistes*.

17/11, Landes (France)

Vers 3h du matin, trois antennes de téléphonie mobile partent en fumée à Habas, Pouillon et Caudenne, après que l'accès à leurs boîtiers électrique ait été forcé.

Avant d'en arriver aux différents textes qui composent cet ouvrage, précisons d'abord que ces derniers sont précédés d'une longue chronologie établie à partir de nombreuses sources, incluant aussi bien des publications révolutionnaires de l'époque que la presse d'opposition albanaise ou internationale, et jusqu'aux dépêches de l'Agence télégraphique du régime en place. Une chronologie très dense donc, s'étalant sur une soixantaine de pages, qui effrayera certainement les réfractaires du genre, mais dont la précision et le foisonnement émerveillera aussi les amateurs de l'exercice dont nous sommes, en permettant à chacun de saisir des éléments variés aptes à nourrir la réflexion insurrectionnelle.

Avec sa situation qui se présente a priori de façon *old school* et très « classique » (une banale étincelle qui fait partir la population en tilt contre le régime avec prise des casernes, destruction des usines, libération des prisonniers et création de comités locaux qui se coordonnent), cette insurrection pourrait peut-être sembler lointaine au lecteur, alors qu'elle ne l'est paradoxalement ni dans l'espace (on est au cœur de l'Europe, avec ses problématiques d'intégration des ex-pays de l'Est) ni dans le temps (elle ouvrirait même une « ère nouvelle de luttes dans le monde » selon les éditeurs, celle des débuts du 21e siècle). Et si on ne fait pas partie des imbéciles heureux qui analysent une insurrection à partir de sa conclusion en estimant qu'il n'y avait qu'une seule route possible menant de son explosion à son écrasement ou à sa récupération, *Albanie 1997* nous semble un livre important en terme d'expériences réelles pour en tirer quelques éléments actuels.

Tout d'abord, et cela est clair dans la chronologie, le point de départ de ce genre d'événements qui peuvent rebattre les cartes ou menacer de faire voler le jeu en entier, se présente régulièrement dans l'histoire sous des prétextes initiaux banals, voire parfois confus. Gare alors aux idéologues léninistes ou anarchistes qui attendent des futurs insurgés qu'ils fracassent la porte avec une « conscience de classe » lisse comme un parti autoritaire, ou avec « un imaginaire » anti-autoritaire clair comme de l'eau de roche. Dans le cas qui nous occupe, ce n'est ainsi ni la volonté de reprendre « les communs », d'établir « des communes » ou de revenir au « communisme » (soit en réalité le capitalisme d'État comme ils l'avaient par trop subi) qui a été le déclencheur de l'insurrection albanaise de 1997, mais simplement la volonté de retrouver toutes leurs économies placées dans des pyramides financières, économies qui s'étaient envolées du jour au lendemain avec l'écroulement de ces dernières. Oui, c'est à partir de là que les casernes ont été pillées et que la population s'est armée. Ou plus exactement, c'est l'effondre-

ment des pyramides financières qui a été le détonateur de la poudre d'un mécontentement accumulé.

Et même cela n'est pas aussi simple, car avant d'arriver à cette prise d'arme généralisée contre l'Etat et à un slogan comme « notre argent *et la tête de Berisha* » (le nom du Président démocrate albanais alors encensé du FMI à l'Union européenne) qui accélérerait le cours des choses, il a d'abord fallu que le sang coule avec la répression des premières manifestations de colère. Comme il a fallu déjouer tous les pièges discursifs tendus par le régime et sa propagande, qui a joué sur nombre de fausses promesses (fixant régulièrement de nouvelles échéances de remboursement), mais aussi sur des peurs (le retour de la dictature) ou sur des divisions artificielles (le Sud du pays contre le Nord). Il a fallu également défier des autorités parallèles appelant à la « non-violence », qu'il s'agisse d'intellectuels, de leaders d'opposition, ou de l'intervention des plus hautes autorités des trois religions (catholique, orthodoxe et musulmane) dont les appels en ce sens ont été diffusés à la télévision pendant des jours. On peut donc s'émerveiller par exemple sur la fameuse Commune de Paris en oubliant qu'elle est aussi partie d'un refus initial et nationaliste de la capitulation proposée par le gouvernement face à l'invasion prussienne, tout comme on peut prendre acte que s'est le processus insurrectionnel même qui transforme les rapports sociaux en suspendant le temps de la domination et en ouvrant l'espace du possible.

Ou, dit autrement encore avec un compagnon traduit dans *Albanie 1997* : « *J'ai écouté les admonestations de certains révolutionnaires qui ne comprennent pas quelle "vigueur" pourrait avoir une révolte née du désir de reprendre possession de son argent. Il est clair qu'ils ne comprennent pas les mécanismes objectifs et subjectifs qui alimentent la surprise, la frustration, l'indignation, la haine, la révolte et l'insurrection généralisée. Je ne dis pas qu'il existe des modèles permettant de saisir ces mécanismes de façon certaine. Quand une faille s'ouvre, tout déferle de manière incontrôlée, et c'est bien ce qui s'est passé. C'est que l'insurrection n'est pas un événement "pur". Elle ne peut pas être considérée comme un processus linéaire dans le temps, qui se développe et croît jusqu'à la victoire (mais quelle victoire?)* » (p. 143).

Car en effet, c'est *malgré* des slogans somme toute modérés rendant le Président *personnellement* responsable de la faillite des pyramides financières, suivis de salves de revendications de comités locaux elles aussi plutôt ternes (comme la formation d'un nouveau gouvernement dit « technique ») *sauf sur la question de rendre les armes*, qu'on en est arrivé au bout de trois semaines à la situation décrite par le directeur central des établissements pénitentiaires albanais :

19/11, Munich (Allemagne)
Deux véhicules de militaires sont incendiés vers 1h30 sur le parking de l'université de l'armée allemande dans le quartier de Neubiberg.

22/11, Toulouse (France)
En Haute-Garonne, trois 4x4 sont volontairement incendiés dans un concessionnaire Jeep vers 3h du matin près de Balma. « *Bon anniversaire les Gilets Jaunes, contre la ZFE et leur ville toute connectée. On est là* » conclut le communiqué.

23/11, Varedo (Italie)
Dans la région de Milan, les vitres du local du parti *La Lega* sont brisées en solidarité avec Alfredo Cospito en grève de la faim et les autres anarchistes incarcérés qui le soutiennent. « *Aucune répression ne pourra arrêter le conflit anarchiste* » conclut le communiqué.

24/11, Madrid (Espagne)
Les vitres d'un local de l'entreprise énergétique *Endesa*, qui appartient à al multinationale italienne *Enel*, sont brisées. « *En solidarité avec Alfredo Cospito, Anna, Ivan, Juan... / Contre le 41bis, contre toutes les prisons* » conclut le communiqué de cette attaque accomplie la semaine précédente.

26/11, Carasco (Italie)
Près de Gênes, huit camions-frigorifiques du fournisseur de taules *Marr* partent en fumée peu avant 20h. Cette attaque sera revendiquée quelques semaines plus tard en solidarité avec Alfredo Cospito, ainsi qu'avec « *Anna, Ivan, et Toby, en lutte depuis l'intérieur à ses côtés* », ainsi qu'avec le compagnon Michailidis et des prisonniers turcs en grève de la faim en Grèce.

30/11, Berlin (Allemagne)
Un distributeur de billets est incendié dans le quartier de Kreuzberg, « en solidarité avec la grève de la faim d'Alfredo, Juan, Anna et Ivan. »

Fin novembre, Fivizzano (Italie)
La *Conspiration Anarchiste informelle* revendique l'incendie complet de quatre engins de chantier *Caterpillar* dans la carrière de marbre Walton de Castelbaita (région de Massa et Carrare). « A travers cette action, nous saluons tous les compagnons prisonniers. En particulier Alfredo, Anna, Juan et Ivan. »

DÉCEMBRE 2022

1/12, Salzbourg (Autriche).
Un véhicule de l'entreprise *G4S* est incendié dans la nuit. « Ceci comme acte de solidarité avec les prisonniers anarchistes Alfredo, Anna, Juan, Toby et Ivan. *G4S* est un profiteur actif des prisons et gère des taules au Royaume-Uni, en Australie et en Afrique du Sud. »

1/12, Piémont (Italie)
La ligne de trains à grande vitesse (Tav) est sabotée sur la portion Turin-Chivasso en brûlant plusieurs câbles. « Alfredo hors du 41bis ! Aux côtés de Juan, Anna et Ivan. Moins de paroles, plus d'actions imprévisibles et incisives ; frapper où ça nuit le plus, avec des actions directes dans l'obscurité de la nuit » concluent les *Individualités anarchistes*.

1/12 Berlin (Allemagne)
Deux fourgons de police sont incendiés vers 3h du matin devant le commissariat de Neukölln. « Nous dédions notre action à Alfredo, Anna, Juan et Ivan. (...) Ces flammes sont aussi l'expression de la flamme de la rage qui brûle sous notre peau après les meurtres racistes commis par les porcs ces derniers mois. »

« les sept prisons que compte l'Albanie sont complètement vides après la toute dernière invasion de celle où étaient détenus les condamnés à mort et les autres. L'Albanie est désormais le seul pays au monde à n'avoir aucun détenu » (p.55).

Dans ce cas comme dans d'autres, il faut bien avouer que l'une des cartes de visite des insurrections laissée dans l'Histoire, est que les actes des insurgés sont parfois plus profonds que leurs mots. Et pour les compagnons qui ont au bord des lèvres l'exemple de la révolution espagnole de 1936 où l'idéal libertaire a pu enfin vibrer de concert avec les actes, disons simplement que sur la partie de territoire tenue par les révolutionnaires, non seulement les prisons ont été re-remplies, mais qu'elles avaient aussi officiellement à leur tête un ministre issu de la CNT (García Oliver à la Justice, secondé par son *Délégué spécial aux prisons* lui aussi issu de la CNT, Melchor Rodríguez), là où les insurgés albanais ne se gargarisaient certes pas de grands idéaux, mais où les taules ont été systématiquement vidées sans vérifier les casiers judiciaires ni y remettre leurs ennemis. D'ailleurs, on notera à ce propos que bien qu'il y ait eu parfois de lourds affrontements avec des colonnes blindées de militaires loyaux qui tentaient de reprendre des villes et villages, ou lors d'opérations contre-insurrectionnelles menées à l'intérieur d'entre elles par la police secrète (comme à Vlora), le sort des ennemis pouvait se résumer de deux manières : soit ils étaient tués, soit ils étaient dépouillés et mis à nu avant de devoir courir et disparaître dans la foule ou la campagne. En tout cas, la barbarie de l'enfermement n'a pas été recréée par les insurgés albanais (après des décennies de dictature communiste et six années de démocratie autoritaire) suite à la libération de l'ensemble des 1300 prisonniers du pays.

En mai 1997, lors du reflux de l'insurrection, un responsable pourra d'ailleurs se plaindre qu'il deviendrait de toute façon compliqué de retrouver les prisonniers, parce qu'« avant de quitter les bâtiments, les évadés ont pris soin de faire brûler leur dossier puis d'incendier les bâtiments [prisons, tribunaux] eux-mêmes » (p.64). Par contre, on laissera ici nos lecteurs s'interroger sur le fait que les titres de propriété, fichiers d'état civil et autres dossiers judiciaires qui restent toujours à enflammer lors d'une insurrection, sont désormais stockés sous forme numérique dans des datas centers, de façon plus ou moins centralisée (sécurité nationale oblige), et creuser eux-mêmes la question de comment déconnecter ces données face à toute autorité (même insurgée).

Enfin, pour ne pas créer de mythes et exploiter une dernière fois la belle chronologie de ce livre, voici de quoi il en est retourné sur ce point : le 2 mars à Sarandë, 3000 mani-

festants en furie armés de bâtons affrontent une police qui se défile face à leur détermination, puis le commissariat est pillé et incendié, puis idem contre le siège des services de renseignement (SHIK), puis c'est cette fois armés des 400 Kalachnikov expropriées que les insurgés prennent d'assaut le tribunal et la prison, où ils libèrent une centaine de prisonniers. Le même jour à Gjirokastër, une foule envahit le commissariat, se sert en armes, libère la quinzaine de prisonniers, puis incendie le bâtiment. A Shkodër, la plus importante ville du nord, c'est le 12 mars que le soulèvement explose, les casernes y sont assiégées puis abandonnées par les soldats, permettant aux insurgés d'utiliser de la dynamite pour attaquer la taule et libérer les prisonniers, avant de saccager le tribunal et de faire exploser des succursales de banque. Enfin, dans la capitale Tirana le 13 mars, où des tanks sont déployés dans le quartier du palais présidentiel et où les tirs sont incessants, les matons effrayés abandonnent peu à peu leur poste et les 600 prisonniers parviennent à s'évader.

Au-delà de la vaste chronologie détaillée de cette insurrection albanaise de 1997 (y compris de son reflux, où l'on note tout de même un usage ciblé et continu de l'emploi des explosifs expropriés contre les domiciles de diverses autorités), on trouvera en outre dans ce livre une conclusion des éditeurs à propos de « *la modernité* » de ce soulèvement, ainsi qu'un intéressant aperçu des ouvrages albanais publiés sur le sujet, montrant comment il a pu être enterré depuis ou détourné dans son propre contexte. A côté de ces éléments complémentaires, on notera également la présence en toute fin de chronologie d'une sorte de bilan des destructions économiques (pp. 69-71), traduit du livre d'un fonctionnaire de l'*Organisation Internationale du Travail* (OIT) qui s'est évertué à enquêter sur la question. Pour ne pas prêter le flanc à qui nous décrirait comme d'indécrottables anarchistes s'attardant plus sur la destruction des prisons que sur celle de l'appareil productif, disons sans hésiter que ces quelques pages venues d'un technocrate quelconque nous ont plus passionnées que les dizaines et dizaines d'autres d'*Albanie 1997*, constituées de textes de communistes anti-autoritaires ayant analysé à chaud ces événements (même si on se doute que la tasse de thé des éditeurs va plus de ce côté-là).

Ainsi, pour ne pas être en reste et montrer à notre tour le caractère éminemment « moderne » de cette insurrection, au sens où elle a détruit sans pitié l'appareil techno-industriel sans tenter de l'autogérer, nous livrerons ici quelques extraits significatifs qui donnent envie d'en savoir plus, même si les compilateurs nous laissent sur notre fin et ont

2/12, Athènes (Grèce)

Au cours de la nuit, le véhicule de la numéro 2 de l'ambassade italienne en Grèce, Susanna Schlein, est incendié devant son domicile. Sous un autre véhicule de service de l'ambassade, un dispositif incendiaire est retrouvé. L'attaque est revendiquée par le *Noyau de Vengeance Carlo Giuliani* en solidarité avec Alfredo Cospito en grève de la faim : « *Dans un souci de révolution sociale et de solidarité internationaliste, nous avons décidé d'envoyer notre signal de solidarité au compagnon et au combat qu'il mène contre le régime 4 1bis.* »

8/12, Escalquens (France).

En Haute-Garonne, une antenne de téléphonie mobile 5G part en fumée et deux autres sont endommagées vers 1h du matin, avec du liquide inflammable introduit dans leurs boîtiers électriques.

11/12, Madrid (Espagne)

Une borne de recharge pour véhicules électriques est incendiée en solidarité avec Alfredo Cospito.

11/12, Grand Est (France)

En solidarité avec Alfredo Cospito, le *Service des Déconnexions de Pylones en tout Genre* sabote un sur la ligne THT Fessenheim-Paris dont le tracé qui doit alimenter CIGEO, en dévisant plusieurs de ses pylônes. « *Une étreinte affectueuse par-delà les mers, les frontières et murs. Pour tou.s.te.s les prisonnier.e.s en lutte ! La solidarité c'est l'attaque !* » conclut le communiqué.

14/12, Athènes (Grèce)

Attaque incendiaire contre un véhicule de l'entreprise *Hertz*, prestataire de service de la police hellénique. « *Vive l'anarchie* » conclut la revendication.

17/12, Italie

Un communiqué revendique avoir « *par une nuit d'hiver aventureuse attaqué deux sites de télécommunications, pour un total de six antennes-relais* » avec des pneus et de l'essence. « *Aux côtés d'Alfredo et des autres compagnones et compagnons qui ont lancé une grève de la faim en solidarité avec lui ! Aux côtés des compagnones et compagnons du monde entier : en prison, dans les rues, en cavale ! Vive l'aventure ! Vive l'attaque ! Vive l'anarchie !* »

18/12, Saint-Just-et-Vacquières (France)

Des résistant.es revendiquent le sciage de traverses et pieds d'un pylône de 225 000 Volts de la ligne alimentant le pôle chimico-industriel de Salindres (Gard) où se trouve l'entreprise Arkema. « *Attaquons-nous aux entreprises qui empoisonnent la terre ! Que ce soit en grands groupes lors d'occupations/manifestations ou en petits groupes lors de sabotages/incendies. Force aux individus en lutte en France, en Allemagne et ailleurs. Si les cibles ont trop bien protégées, s'attaquer aux flux permet de couper en amont en se mettant moins en danger. Passons à l'offensive ! Occupations, sabotages, incendies... Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend* » dit le communiqué, qui fournit aussi un mode opératoire pour faire tomber ces monstres d'acier.

19/12, Vitrolles (France)

Dans les Bouches-du-Rhône deux pylônes de lignes à haute tension distants de plusieurs dizaines de mètres sont volontairement incendiés dans la nuit. Ce sabotage a touché 9000 habitations du coin, mais surtout coupé le jus à une partie de l'aéroport de Marseille-Marignane et au constructeur d'armements *Airbus Helicopters*.

probablement surtout reproduit ces passages pour démontrer le caractère « classiste » de cette insurrection : « *Indéniablement, un aspect important de cette crise [sic] c'est sa grande extension, impliquant toutes les régions, villes et zones d'Albanie. Des destructions d'ampleur dans les zones rurales reflétaient également le malaise général parmi les personnes vivant de l'agriculture... Notre enquête confirme que les entreprises d'État ont été la principale cible des attaques,... par exemple les services publics, les usines chimiques, les mines et les banques d'État ont été systématiquement détruits ou sévèrement endommagés. D'un autre côté, au-delà de ce résultat attendu, nous constatons que des entreprises privées ont été également lourdement touchées. En particulier celles contrôlées par des étrangers [souvent italiennes en quête de main d'œuvre à bas coût] qui ont été très largement détruites... [De façon sectorielle], nous constatons que les entreprises spécialisées dans les activités intensives en travail – comme les mines, le textile dans l'industrie, et les télécommunications dans les services – ont particulièrement été l'objet de la colère des manifestants : 97% des mines et 77% des entreprises de télécommunication ont subi des dommages importants durant la crise.* »

Pour conclure, il nous reste un dernier point à aborder, tant l'exhumation de cette brève insurrection de deux mois (avec en outre la traduction du joyeux récit de compagnons grecs qui se sont alors rendus sur place, pp. 78-101) ouvre de questions : comment et pourquoi tout cela s'est-il arrêté ? Pourquoi les insurgés n'ont-ils par exemple pas marché sur la capitale Tirana afin de faire tomber définitivement le régime, lui laissant ainsi le temps de se recomposer en s'alliant avec son principal parti d'opposition (le parti socialiste) et en faisant appel à une intervention humanitaire-militaire de l'ONU pour venir à son secours ? Comment se fait-il qu'une moitié de la population littéralement en armes (les femmes n'y avaient pas accès, ce qui ouvre un autre abîme d'interrogations) et entraînée à leur usage (l'arsenal des insurgés de ce petit pays de 3 millions d'habitants au relief montagneux comprenait 100 000 kalachnikovs, des missiles de toutes sortes et 80 chars, plus 30 avions de combat et la moitié de la flotte de guerre sous son contrôle) ait soudain stoppé son élan ?

On pourrait par exemple souligner, comme le faisait un vieux pamphlet anarchiste, que « *toute revendication adressée à un interlocuteur précis porte en soi sa propre défaite* », ou qu'accepter l'émergence de leaders et d'organes de contre-pouvoir –y compris collectifs sous forme de *Comités de Salut Public* comme en Albanie, qui vont s'exprimer au nom de tous ou commencer par gérer un semblant

d'ordre- marque d'emblée l'émergence d'une autorité et donc d'un ennemi interne au mouvement, ou que « *si les insurgés albanais posaient une seule question sociale qui dépasse la sphère nationale, leur mouvement pourrait traverser les frontières* » (p.151), ou encore qu'il est important de constituer dès à présent des liaisons internationales et des coordinations sur d'autres points géographiques que celui d'où émergera le point insurrectionnel, afin de pouvoir étendre et donner immédiatement de l'air à ce dernier, comme le suggérait un autre compagnon traduit dans cet ouvrage.

Car en effet, comment imaginer la liberté en n'ayant connu que des cages, sinon en commençant à la palper dès maintenant à travers la destruction de ces mêmes cages, sans attendre qu'un soulèvement ici ou ailleurs vienne une fois de plus nous prendre au dépourvu. Sinon il ne restera aux insurgés pour seul imaginaire qu'une triste prise d'armes sans suite dans les idées, ou le simple projet de subvenir à leurs futurs besoins matériels, avant même d'avoir approfondi toute l'étendue *du négatif*. Mais cela, c'est peut-être aussi et surtout une question de perspectives.



Aurélien Berlan, **Terre et liberté**. *La quête d'autonomie contre le fantasme de délirance*, ed. La Lenteur (Saint-Michel-de-Vax), novembre 2021, 218 p.

C'est après avoir appris que ce livre faisait parfois fureur dans certaines veillées campagnardes, que nous nous le sommes procurés avec un peu de retard. Certes, on aurait pu connaître son existence dès février dernier, si on avait pris la peine d'ouvrir la page de *Libération* dans laquelle le sieur Berlan posait devant son immense yourte, à l'occasion d'un publi-reportage où il avait chaleureusement accueilli les journalistes pour leur conter sa vie. Mais nous ne lisons pas *Libé*. Certes, on aurait déjà pu tomber sur une ses interviews dans *Repor-*

terre, où il nous expliquait qu' « *il ne s'agit pas de stigmatiser des modes de vie, mais de comprendre comment le système capitaliste nous tient captif, et comment retrouver de la liberté : en construisant collectivement des luttes et des alternatives offensives* » (janvier 2022). Ou encore, qu' « *il faut aussi changer les règles du jeu : s'opposer à la casse des services publics, défendre l'accès à certains biens communs, etc. Si on ne s'oppose pas, par exemple, aux verrous législatifs qui empêchent les nouveaux paysans d'acquérir des terres et de s'installer, ou si on ne lutte pas contre l'importation de fruits et légumes vendus à des coûts dérisoires, il y aurait un côté sacrificiel à se lancer dans ces alternatives.* » (septembre 2022). Mais comme ni l'alternative –même offensive–, ni la défense de l'Etat social, ni le changement de ses lois ou de celles du marché ne nous intéresse, cela explique peut-être pourquoi nous ne nous sommes pas penchés plus tôt sur *Terre et liberté*.

Mais allons-y gaiement, en commençant par un des aspects les plus agaçants du grand-œuvre d'Aurélien Berlan, auquel il a consacré les dix dernières années de sa vie, passées entre des cours donnés à l'Université de Toulouse et une « *installation avec des amis à la campagne* » avec achat de maison (p.15), lui ayant permis de participer « *à égalité avec [ses] proches à la production de [leur] subsistance commune* » (p.137).

On pourrait nous rétorquer qu'on se ficherait bien des détails de la petite vie de Berlan, si ce n'est que le « *philosophe-jardinier* » en fait lui-même un étalage constant sous forme d'argument d'autorité, dans un traité dont l'objet est justement la question de la liberté et celle de l'autonomie. Un peu comme si constamment effrayé par la portée de ses thèses qui entendent rompre avec le dogme historique de l'industrialisation (et de la technologie) comme vecteur de progrès et d'émancipation, il n'avait trouvé d'autre secours que de clamer à ses lecteurs : si, il est possible de faire autrement, regardez mon nombril ! Pourtant, celui qui

se qualifie au passage d' « *intellectuel de gauche* » (p.140) n'est vraiment pas le meilleur plaidoyer pour son propos, comme en témoigne par exemple la facilité avec laquelle il fonctionne sur courant-alternatif.

D'un côté, l'universitaire participe par exemple à un collectif d'édition autonome, *La Lenteur* (qui édite aussi la revue *L'Inventaire*), lorsqu'il souhaite s'adresser au milieu militant. D'un autre, il alimente régulièrement l'industrie culturelle de gôche, lorsque le besoin de se faire conseiller du prince devient trop pressant. Il en est allé ainsi de sa thèse, dont la dernière partie a été recyclée à *La Découverte* (2012) mais son ouverture dans *L'Inventaire* (n°1, 2014), comme de sa participation au groupe de critique de la société numérique *Marcuse*, dont le premier essai est sorti à *La Découverte* (2004) puis le second à *La Lenteur* (2012/2019). Ou même de ses derniers pensums, puisqu'à côté de *Terre et liberté* sorti à *La Lenteur* (2021), notre fervent partisan de l'autonomie matérielle et politique vient de commettre avec deux de ses collègues universitaires toulousains un ouvrage sur le Greenwashing au *Seuil* (2022).

Dans la même logique – cette fois plus pratique –, notre besogneux professeur qui trouve que « *le squat, la "récup" et les auto-réductions* » sont de piètres « *expédients à court terme* », et n'hésite pas à fustiger ceux qui « *révent* » de « *ne travailler jamais* » en les taxant de « *gauchistes pour qui la liberté s'identifie au farniente* » (pp. 14&16), sait également donner de sa personne des deux côtés de la barricade. Lorsqu'il s'investit à corps perdu dans une ZAD, comme celle contre le barrage du Testet à Sivens (Tarn) où Rémi Fraisse a été assassiné par les gendarmes en 2014, Aurélien Berlan en tire immédiatement un recueil collectif où figurent ses pamphlets rédigés sur place et dûment signés (*Sivens sans retenue*, *La Lenteur*, 2014). Mais lorsqu'il s'agit d'en tirer le bilan en vue des batailles suivantes, ce n'est tout de même pas vers ses anciens camarades de lutte que notre philosophe immergé va s'abaisser, pensez-vous ! Non, c'est dans

la revue *Écologie & politique* (n°56, 2016) qu'Aurélien Berlan exposera son « *Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'État. Le cas de la lutte contre le barrage du Testet à Sivens* ». Pourtant, cette revue institutionnelle n'est pas n'importe laquelle, puisque son directeur-fondateur-dirigeant est à la fois un politicard passé par toutes les chapelles de gôche (du trotskysme à Nicolas Hulot), sans avoir oublié d'écrire directement dans les bureaux de l'Élysée une partie du discours du Président Chirac prononcé au IVe sommet de la Terre en 2002 (« *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* »...). Bref, rien d'étonnant à ce qu'on puisse alors lire sous la plume de notre ridicule théoricien des champs, des choses comme « *Même si l'on se méfie des médias et de la justice, il semble stratégique de ne pas complètement déléguer ces terrains-là* », ou encore un éloge de l'alliance avec les différentes franges autoritaires : « *le risque de trahison cogestionnaire ne doit pas détourner les contestataires du travail de composition : car ce serait renoncer à la possibilité que la lutte devienne menaçante pour le pouvoir.* »

Et pour qui se dirait peut-être qu'Aurélien Berlan a alors proposé cette fine analyse de la lutte à laquelle il avait participé à *Écologie & politique*, mais bien avant que la crapule à sa tête ne pousse son devoir écologique jusqu'à co-rédiger des discours de chef d'État, disons simplement que le dernier numéro de cette même revue ayant pour thème *Biotechnologies, reproduction et eugénisme* (n°65, novembre 2022), contient non seulement un texte de *Pièces et main d'œuvre* dont la réputation n'est plus à faire sur le sujet... mais aussi un long entretien prometteur avec notre philosophe tarnais : « *Aux antipodes de la reproduction artificielle : la "naissance respectée".* »

Mais fermons à présent le ban sur les abîmes ouverts par Berlan dès l'introduction de *Terre et liberté* puis prolongés à foison dans ses présentations publiques et ses interviews – à savoir prôner la *liberté comme*

autonomie plutôt que comme délivrance, *et ce à l'aune de sa propre pratique*-, afin de nous concentrer un peu plus sur les thèses de son livre.

T*erre et liberté* se compose de trois parties, dont la première commence par la conception de la liberté des Modernes (soit des libéraux) avec pour fil Benjamin Constant ou Isaiah Berlin, afin de démontrer qu'elle est désormais morte et enterrée. Et ceci parce cette conception classique d'un espace privé inviolable a été amputée d'une partie de ses activités (par la généralisation de l'économie de marché), a été envahie par l'émergence des médias de masse, puis a été soumise à une surveillance croissante (par l'informatisation de toutes les activités). Sur le dernier point, Berlan n'hésite d'ailleurs pas à user et abuser des révélations d'Edward Snowden de 2013 sur la collecte à l'échelle mondiale de l'ensemble des métadonnées des communications téléphoniques et informatiques par la NSA. Un choc qui semble l'avoir traumatisé, à moins qu'il ne s'agisse de choquer son lectorat démocrate, mais qui dans son extrémisation ne suffit à nous convaincre, à moins de confondre entièrement « vie privée » et « vie numérique » en tenant cette fusion pour un totalitarisme désormais achevé, ce qui ne nous semble pas encore le cas.

Nombre d'arguments de ce premier chapitre restent néanmoins convaincants, à commencer par son nœud central sur la conception libérale de la liberté vue comme délivrance, consistant avant tout à « faire faire à d'autres ce qu'on préfère ne pas faire soi-même, c'est-à-dire leur déléguer des tâches pour en être déchargé » (p.55). Il suffit par exemple de penser à l'exploitation, à l'esclavagisme ou à la domesticité. Cette volonté d'être délivré du fardeau matériel de la vie quotidienne comme des charges politiques liées à la vie sociale, correspond selon Berlan à une « *conception apolitique et, au fond, extraterrestre de la liberté* » (p.66), ayant mené tout droit à la figure du consommateur-salarié-électeur actuel, au sein d'un

système techno-industriel qui sape à terme les conditions de vie sur Terre de la plupart des êtres vivants.

Ceci dit, les premières limites du raisonnement de l'auteur commencent à poindre dès ce premier chapitre, où transparait une haine permanente de l'individu, d'une part en étant incapable de séparer à ce propos la conception libérale de la liberté de celle anarchiste (même « classique », comme chez Bakounine par exemple). Et d'autre part en réduisant le monde et les rapports sociaux (y compris contemporains) à une opposition entre une pseudo « *oligarchie* » et d'imaginaires « *classes populaires* » ou « *peuples* ». Il n'étonnera alors personne que le terme « *individualiste/me* » soit chez Berlan systématiquement renvoyé du côté de la domination (tout comme « *nihiliste* » d'ailleurs), mais c'est peut-être le prix à payer pour avoir trop biberonné ses philosophes progressistes favoris qu'il suit dans cette voie, en s'appuyant largement dessus dans son bouquin (en particulier Max Weber, Georg Simmel, Karl Marx, Hannah Arendt ou Simone Weil).

Dans son deuxième chapitre, et c'est certainement le plus incisif si on accepte ses prémisses, c'est sur l'autre notion de la liberté que Berlan va s'attarder : *celle dite d'émancipation* (de gôche quoi). Dans un parallèle qui n'est pas nouveau, il va montrer comment l'attachement à la notion de « délivrance » à travers un autre chemin que celui des libéraux (l'espérance d'un règne des machines pour alléger le labeur, ou la foi aveugle dans l'industrialisation) a mené à la même catastrophe actuelle. On y trouvera d'ailleurs quelques perles en passant, comme le fantasme de Trotsky de pouvoir transformer « *la nature entière, y compris ses faisans et ses esturgeons, au moyen de la machine* » (p.139), ainsi qu'une critique des impasses de Marx en la matière, ou celles de certains de ses disciples hétérodoxes (Marcuse et Gorz), afin d'aboutir à cette conclusion sans appel : « *l'industrialisme est la poursuite de l'esclavagisme par d'autres*

moyens » (p.121). Une conclusion qui en amène une autre, faisant elle l'objet du troisième et dernier chapitre d'Aurélien Berlan : l'émancipation ne doit pas être l'exonération des tâches de subsistance, mais l'abolition des rapports de domination, *ce qu'il va nommer l'autonomie*.

Bon, quand on pense qu'il est possible d'être libre dans ce monde avant de l'avoir démolé, ou quand on renvoie dos-à-dos l'autonomie matérielle prônée par les écolos alternatifs et l'autonomie politique « *des militants qui luttent à couteaux tirés contre l'existant* » afin de les qualifier toutes deux d'« *aussi vaines et illusoire l'une que l'autre* » (p.148), c'est forcément qu'on a une autre idée géniale pour résoudre tout cela, non ?

Quand on s'appelle Aurélien Berlan, c'est donc le mouvement du Chiapas qu'on cite à tour de bras comme un exemple d'autonomie matérielle et politique réalisées. En oubliant tout de même un léger détail, qui est que les zapatistes n'ont pas acheté leurs terres comme l'auteur l'a fait et se propose de le répandre (via des fonds de dotation, soit des niches fiscales, voir sa contribution « *La propriété, c'est l'abus* », dans la revue *Silence!* de janvier 2023), mais qu'ils les ont au contraire prises et défendues par la force des armes, c'est-à-dire les ont conquises à travers un moment *préalable* de rupture violente avec l'existant. Et en négligeant aussi que son cher mouvement zapatiste a présenté et soutenu par la suite des candidats à l'élection présidentielle mexicaine, ce qui nous fait plus que douter de la définition du mot « autonomie » dans la bouche de l'auteur.

Car celui qui n'a pas « *le rêve individualiste d'être délivré des contraintes* », ne désire pas moins qu'un retour à la terre ici et maintenant, mais sans jamais bien sûr questionner le rôle historique et civilisationnel de l'agriculture dans la domination. Et plus concrètement encore, en bon pragmatique, Aurélien

Berlan propose dans son dernier chapitre de mener un véritable tournant « *subsistantaliste* » à partir de petites communautés. Un tournant qui concernerait alors à la fois l'aspect matériel (autosuffisance, autoproduction et ancrage local) et l'aspect politique (assemblée générale, démocratie directe, mandat impératif et révocable, recherche de consensus) en « *prenant en charge collectivement le pouvoir* ». Et comme la terre ne ment jamais, il nous met aussi en garde contre la tentation de « *diaboliser par purisme tout rapport monétaire* », car « *renouer avec l'autonomie... implique moins de refuser par principe tout échange marchand que d'en limiter la portée* » (p.179). Ben oui, le problème du marché ce ne serait au fond pas l'argent, la marchandise, la valeur et tout le reste, mais serait d'abord une question d'échelle, permettant au philosophe-jardinier de rassurer ses lecteurs sur le fait que sa proposition de subsistance « *ne s'oppose pas tant au marché qu'au supermarché industriel de l'économie globalisée* » (p. 164).

Arrivé là, et bien conscient des nombreux problèmes qui peuvent surgir dans ses communautés subsistantalistes participant par ailleurs « *à la lutte globale* », Aurélien Berlan se demande incidemment en conclusion comment entretenir « *une culture du conflit qui ne cherche pas à fuir la conflictualité...* » en leur sein. Il en vient du coup à esquisser sans vergogne la « *piste intéressante* » (p.211) de ce qui s'est passé sur la ZAD de Notre-Dames-Landes, en citant à l'appui le collectif *Mauvaise Troupe* (un des souteneurs de la vente de la ZAD aux petits entrepreneurs de la lutte). Ce livre nous est alors tombé une dernière fois des mains, et on s'est définitivement rendu compte de n'avoir pas lu *Terre et liberté*, mais bien *Propriété et autorité*, rédigée par un intellectuel de gauche même pas déclassé...

